

**Pierre Verluise, *Géopolitique de l'Europe. L'Europe élargie a-t-elle les moyens de sa puissance ?*, Paris, Ellipses, 2005.**

La synthèse que propose Pierre Verluise peut se résumer à une grande question : l'élargissement permet-il à l'UE de se renforcer sur le plan international en termes de puissance ? La réponse apparaît pour le moins nuancée.

L'étude méthodique qu'il dresse s'avère à la fois méticuleuse et percutante. Le géopoliticien analyse les potentialités de l'Europe à devenir une puissance suivant quatre paramètres : la démographie, l'économie, les institutions et le projet géopolitique. L'inventaire des forces de l'UE précède une analyse de son projet géopolitique, sur lequel l'auteur nous invite à nous pencher.

#### *Faire un inventaire honnête de nos forces et faiblesses*

Le premier intérêt de l'ouvrage réside dans l'évaluation qu'il fait de la puissance actuelle de l'Union et la manière d'appréhender son évolution en fonction des données de l'élargissement.

Avant d'entrer dans le détail de l'analyse, revenons à la définition de la puissance qu'utilise le géopoliticien. Soulignons d'emblée la complexité d'un tel concept, que l'on applique généralement, dans les relations internationales, aux Etats ; on peut y inclure le PNB, la technologie, le niveau d'armement, l'appartenance au G8, la diffusion de la langue, de la culture, des liens historiques, le potentiel d'avenir, etc. Afin de clarifier son propos, l'auteur retient donc les quatre paramètres évoqués (démographie, économie, institutions et projet), tout en faisant dépendre le concept de puissance « *d'une corrélation de multiples facteurs évolutifs* »<sup>1</sup>. Chaque paramètre est évalué à l'aune d'une série d'indicateurs choisis. Cette formule, si elle n'est pas irréprochable, donne toutefois une première approximation de la puissance de l'UE dans le monde. Elle omet peut-être de se poser la question de la diffusion de son modèle à d'autres régions du monde<sup>2</sup>.

C'est à travers ces quatre paramètres que l'auteur propose d'évaluer l'apport des pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) à la constitution d'une Europe-puissance, en brossant à cette occasion un portrait nuancé.

En effet, le bilan s'avère contrasté sur le plan démographique : les dix nouveaux membres ont un taux de natalité encore plus faible que l'UE15, déjà déficient. Les entrants ne vont donc pas résoudre le problème du vieillissement démographique de l'UE.

Chiffre à l'appui, l'auteur constate qu'ils ont un PIB assez nettement en deçà de la moyenne européenne. Ainsi, l'optimiste peut voir leurs taux de croissance impressionnants, tandis que le pessimiste déplorera un rattrapage encore long à mener. L'UE est bien le plus grand marché intérieur au monde en terme de pouvoir d'achat, mais elle se doit d'encourager les gains de compétitivité et l'innovation<sup>3</sup>. Elle doit aussi, selon l'auteur, se protéger des réseaux de criminalité et des lobbies qui constituent des menaces pour les démocraties européennes.

Le problème n'est pas moindre sur le plan institutionnel, puisque l'élargissement n'a pas entraîné la refonte des institutions attendue. Les possibilités d'un blocage des institutions sont donc bien réelles avec le traité de Nice (2001), les « petits Etats » occupant une place importante dans les mécanismes de prise de décision.

Ainsi, l'élargissement, succès pour les pays entrants, ne répondrait au mieux qu'imparfaitement aux objectifs d'accroissement de puissance globale de l'UE, selon l'auteur. A tout le moins, il n'en fait pas *mécaniquement* le jeu.

### *L'Europe-puissance doit se définir avant tout comme un projet*

La partie sans doute la plus intéressante réside dans l'analyse géopolitique du projet européen : le destin de l'Europe dépend des choix qui vont être les siens dans les années à venir, de ses aspirations et de sa réflexion stratégique commune.

La réflexion de Pierre Verluise s'opère ici en deux temps. Elle souligne tout d'abord le poids de l'héritage de la Guerre froide pour les nouveaux entrants, avant de s'intéresser à la doctrine de sécurité européenne et à la politique européenne de voisinage.

L'héritage des PECO est bien celui de la Guerre froide, dont l'imaginaire marque durablement les esprits. Cela explique certainement leur attachement à l'OTAN, organisation datant pourtant elle-même de l'affrontement entre les deux supergrands. Pourtant, on ne peut que regretter que cette structure euro-atlantique ne fasse que peu de cas des Européens. Le renforcement de la PESD, parfois entravée par l'OTAN, répondrait davantage aux intérêts européens communs, y compris ceux de nos alliés à plus long terme.

En dépit des désaccords massifs sur la guerre en Irak de 2003, les 25 ont pu se mettre d'accord sur un document essentiel : la doctrine de sécurité européenne. Celle-ci dégage trois

axes : faire face à des menaces, bâtir la sécurité dans le voisinage de l'Europe, renforcer le multilatéralisme. La stratégie met ainsi en exergue quelques menaces mondiales pouvant se combiner, une volonté de stabiliser son voisinage, et le souhait de voir se développer un « multilatéralisme effectif ». Pour cela, l'UE devra renforcer ses capacités militaires, sa cohérence, et retrouver des fondements solides au partenariat transatlantique.

La politique européenne de voisinage pourrait apparaître comme un apport spécifique des nouveaux entrants. En effet, l'attention auparavant portée à la périphérie orientale de l'UE élargie (Biélorussie, Moldavie, Ukraine<sup>4</sup>) restait bien faible. Quelle que soit ses faiblesses, la politique européenne de voisinage inclut aujourd'hui plusieurs pays du pourtour méditerranéen et semble témoigner de l'intérêt que porte désormais l'Europe à ses périphéries.

L'auteur utilise enfin la même grille de lecture (démographie, économie, institutions, projet) pour étudier l'apport de la Turquie à l'émergence d'une Europe-puissance. Son bilan suggère qu'Ankara apporterait un dynamisme démographique souhaitable, mais sans doute au prix de la cohérence politique interne de l'UE. Par ailleurs, l'adhésion poserait d'autres difficultés en termes économiques et stratégiques, puisqu'elle requiert de s'impliquer davantage dans les conflits proche-orientaux. L'approche géopolitique proposée par l'auteur permet en tout cas de sortir du manichéisme et des schémas de « guerre des civilisations » parfois présents lorsque l'on évoque la candidature d'Ankara pour l'entrée dans l'UE.

### *Conclusion. L'avenir incertain de l'Europe-puissance*

Le grand mérite du livre reste sans doute de contribuer à une vision géopolitique de l'UE en s'appuyant sur une radiographie minutieuse. On pourrait objecter ça et là quelques réserves sur les critères ou la manière de les appréhender : constater, en matière de démographie et d'économie, que les tendances actuelles ne se prolongent pas forcément à moyen terme. Un rebond démographique de l'Europe Centrale, à l'image de celui que l'on a observé en Europe du Nord, n'est pas à exclure : leur déficit des naissances a pu être lié à une situation conjoncturelle particulière. Rien ne permet néanmoins de le garantir. Il en va de même pour certaines tendances économiques, puisque certains pays ont un potentiel de croissance rapide. L'exemple le plus abouti reste sans doute l'Irlande, qui a parfaitement su profiter de son adhésion en à peine trois décennies pour devenir le « tigre celtique » dont le revenu par habitant est le deuxième en Europe<sup>5</sup>.



L'inventaire ainsi fait mène à la définition de la puissance européenne comme projet, qui s'opposerait à la vision de l'Europe comme espace (grand marché ou grande Suisse). La construction d'une Europe plus forte passe alors, on en conviendra, par une vision géopolitique partagée. La stratégie européenne de sécurité participe de cet effort. Elle n'est toutefois que le début d'un raisonnement commun, d'autant plus nécessaire quand on voit les progrès relatifs de la Chine, l'Inde, des Etats-Unis, voire de la Russie et du Japon. Au-delà de l'exigence de liberté qui fonde la volonté d'Europe-puissance, c'est aussi, bien sûr, une question de survie.

Florent Parmentier  
Analyste politique pour Euro-Power



---

<sup>1</sup> p.3

<sup>2</sup> Voir par exemple Zaki Laidi, *La norme sans la force*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

<sup>3</sup> Voir Nicolas Bizel, « Innovation et Croissance : l'Europe dépense-t-elle assez et efficacement dans la recherche et développement ? », [www.euro-power.fr](http://www.euro-power.fr), 21 février 2006.

<sup>4</sup> De fait, la considération à laquelle elle a eu droit était en décalage avec la taille et le poids démographique du pays, au moins jusqu'à la révolution orange. Voir Florent Parmentier, « Comment l'UE s'est découvert un « grand voisin ». Retour sur la révolution orange ukrainienne », [www.euro-power.fr](http://www.euro-power.fr), 14 février 2006.

<sup>5</sup> Philippe Brillet, « Dublin, nouvelle extrémité occidentale de la « banane bleue » ? », [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), septembre 2005.